



Premier ministre

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 27 août 2015

**Discours de Manuel VALLS, Premier ministre**  
**Semaine des Ambassadeurs**  
**Centre de Convention Paris 15<sup>ème</sup>**  
**Mercredi 26 août 2015**

Monsieur le ministre des Affaires étrangères et du Développement international, cher Laurent FABIUS,

Mesdames Messieurs les Ministres,  
Mesdames, Messieurs les Parlementaires,  
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,  
Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de vous retrouver une nouvelle fois et de m'adresser à vous pour cette Semaine des ambassadeurs. Il y a encore peu, on parlait d'une Conférence ... comme quoi il faut savoir être ambitieux ! Je ne pourrai malheureusement pas être avec vous vendredi midi, qui est quand même le clou, le rendez-vous de cette Semaine – je suis à Châlons. Mais ce sera une belle manière, je n'en doute pas, de conclure vos travaux.

Le président de la République s'est adressé à vous hier matin. Il a tracé les orientations de notre diplomatie et détaillé les initiatives que prend la France dans un monde en pleine ébullition, fait d'instabilité, de menaces, mais aussi, vous le savez aussi bien que moi, de tant d'opportunités.

Tout au long de l'été, au Proche-Orient, en Méditerranée, en Ukraine, de nouveaux drames, de nouvelles tensions, de nouvelles sources d'inquiétude pour notre sécurité nous ont, vous ont mobilisés. Les accidents industriels, les problèmes de sécheresse, les inondations ont, quant à eux, rappelé à l'attention de tous, de manière toujours plus aiguë, l'urgence environnementale et donc l'impératif de réussir la Conférence Paris Climat 2015 en fin d'année. Enfin, l'instabilité financière, notamment en Asie, la volatilité des marchés, des bourses, ont souligné une fois de plus, si c'était nécessaire, l'interdépendance de nos économies.

Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,

Représenter la France à l'étranger, faire entendre sa voix, défendre ses intérêts, promouvoir nos entreprises, nos savoir-faire, telle est votre mission. J'en connais l'exigence pour avoir rencontré beaucoup d'entre vous dans vos pays respectifs. J'en sais aussi toute l'utilité, toute l'importance. Nous avons besoin d'une diplomatie forte, capable d'intervenir, de peser. Une diplomatie, sous l'autorité de Laurent FABIUS, qui affirme notre ouverture sur le monde au moment où les populismes avancent leurs mauvaises solutions, veulent fermer les frontières, nous barricader, organiser le grand repli sur nous-mêmes.

Une diplomatie forte, donc, au service d'une France forte. Voilà, en quelques mots, le message que je veux vous délivrer aujourd'hui.

Et la France se doit d'être forte, d'abord – le président de la République le rappelait hier –, face à la menace terroriste mondiale, au jihadisme radical. Cet ennemi protéiforme, intérieur et extérieur, aux modes opératoires qui évoluent sans cesse – les événements dans le Thalys Amsterdam-Paris il y a quelques jours l'ont encore montré –, nous impose la plus grande vigilance, la plus grande fermeté et la plus grande mobilisation.

Il faut surtout savoir nommer les choses pour ce qu'elles sont. Nous sommes en guerre contre un totalitarisme nouveau, mais tout aussi sanguinaire, sinon encore plus sanguinaire. Un totalitarisme qui veut abattre la civilisation, ici, en Europe, en Afrique, dans le monde arabo-musulman, pour y substituer la terreur, la tyrannie. Combattre cette menace terroriste prendra du temps. C'est un combat de longue haleine. Nous devons à nos concitoyens, à nos compatriotes, un langage de vérité.

Mais nous ne sommes pas désarmés ni démunis face à cette menace qui peut frapper à tout instant. Notre force, c'est une conviction, c'est d'abord la République, une République déterminée à se donner tous les moyens, dans le respect du droit – c'est l'arme et l'honneur des démocraties – pour lutter de manière implacable. Ici, en France, bien sûr, mais aussi au Sahel ou au Moyen-Orient, où nos armées sont déployées.

Après les attentats de janvier à Paris, le Gouvernement a pris les décisions qui s'imposaient. Nous avons renforcé les effectifs et les moyens de nos services de renseignement : nous avons fait adopter, il y a quelques semaines, une loi très importante sur le renseignement, qui donne un cadre légal à nos services et leur confère les moyens juridiques pour traquer plus efficacement les terroristes. Et je vous demande d'aller expliquer auprès de vos interlocuteurs les mesures prises par la France dans son combat contre le terrorisme.

Mais nous ne pouvons lutter seuls. La coopération internationale contre le terrorisme est plus que jamais une nécessité. Elle est même d'ailleurs une condition de son efficacité. Il nous faut aussi suivre de près les initiatives prises en matière de lutte contre la radicalisation. Notre priorité absolue, c'est bien sûr d'interpeller les individus qui pourraient passer à l'acte. C'est aussi de détecter suffisamment tôt ceux qui, notamment, par le biais d'Internet, des réseaux sociaux, sont sur le point de basculer dans le jihadisme. Nombre de nos partenaires ont mis en place des projets impliquant les familles, les acteurs sociaux, les collectivités locales, qui pourraient inspirer ce que nous mettons nous-mêmes en place en France, et je vous demande une nouvelle fois d'être particulièrement attentifs aux initiatives prises dans vos pays respectifs et d'en informer vos autorités.

Lutter contre le terrorisme, c'est aussi protéger nos intérêts à l'étranger ; parce qu'ils sont menacés, parce que vous-mêmes pouvez être menacés. Je tiens à vous le dire : jamais nous ne transigerons avec la sécurité des Français de l'étranger et avec la protection des représentants de l'Etat et de nos ambassades. Laurent FABIUS en a fait à juste titre une priorité pour le budget du ministère des Affaires étrangères. Et à chaque fois qu'il sera nécessaire, les moyens affectés à la sécurité de l'Etat à l'étranger seront adaptés.

Une France forte, c'est ensuite une France qui pèse en Europe. L'Europe est confrontée à des défis considérables. Il y a bien sûr, et c'est l'urgence, le défi migratoire, avec ses tragédies quotidiennes. Il y a aussi le défi de la croissance et de l'emploi. Il y a enfin cette contestation croissante d'un projet européen qui ne parle plus au cœur des peuples, qui ne parle plus aux jeunes générations. Chacun de ces défis est en lui-même immense. Leur conjonction fait peser sur les dirigeants européens, sur les responsables publics, une responsabilité historique.

Bien sûr, on pourra dire que l'Europe a toujours fait face, depuis ses débuts, à des défis, et qu'il n'y a là au fond rien de très nouveau. Après tout, n'était-ce pas un défi d'avoir ce rêve fou, dans les années 1950, d'installer durablement la paix sur un continent ravagé par les guerres ? Un défi de vouloir concilier l'Histoire et la Géographie à travers l'élargissement ? Un défi de se lancer dans la création d'une monnaie unique ? Les défis ont toujours été là, bien sûr.

Mais aujourd'hui, il y a quelque chose de plus – quelque chose de plus grave. Le projet européen ne s'impose plus avec évidence. Nous devons pleinement mesurer cette situation, et il appartient à la France, pays fondateur, de réaffirmer cette aspiration qu'est la construction européenne. Bien sûr, pas toute seule ! Avec les autres, à commencer par l'Allemagne. Mais je suis frappé de constater, dans tous les échanges que j'ai avec des responsables européens, que la parole de notre pays sur l'Europe est irremplaçable. Ceci nous honore. Ceci, surtout, nous oblige.

L'Europe doit résister à la tentation, qui existe toujours, d'affronter les difficultés dans le repli sur ses intérêts nationaux, dans la remise en cause de ce qui a été si patiemment construit par des générations de dirigeants visionnaires.

L'ambition, ce doit être d'aller plus loin, de tirer les leçons des crises à répétition que nous vivons. Car quand je vois que les négociations du 3<sup>ème</sup> Programme d'assistance financière à la Grèce se sont au fond bien déroulées au mois d'août, que désormais, elle a la possibilité d'ouvrir une nouvelle page de son histoire, avec de nouveaux moyens financiers et économiques, je ne peux m'empêcher de penser que nous avons eu mille fois raison de mettre toute la force politique de notre pays, à l'initiative du président de la République, pour maintenir la Grèce dans la zone euro. Quelque chose de fondamental s'est joué au mois de juillet, qui n'est pas sans conséquence dans les débats européens, comme dans les débats en France.

Aller plus loin pour l'Europe, c'est d'abord mettre au cœur de nos politiques la croissance, l'investissement et l'emploi. C'est le pré-requis. Le plan Juncker, pour lequel la France s'est beaucoup impliquée, se met en place. Les premiers financements sont disponibles, les premiers projets, y compris en France, commencent à se réaliser. Par exemple, dans le domaine de la production d'énergie renouvelable, ou pour soutenir les PME innovantes.

Mais ce n'est qu'une première étape. Les besoins d'investissements en Europe sont considérables. Et comme nous l'avons voulu, ce sujet est désormais inscrit au cœur de la stratégie économique de l'Union européenne, à côté des réformes structurelles et du redressement nécessaire des comptes publics. L'Europe doit aussi préparer l'avenir, investir massivement dans ses capacités de recherche, dans le capital humain, dans les nouvelles technologies si elle ne veut pas se laisser distancer par les grands blocs américain et asiatique.

Aller plus loin pour l'Europe, c'est préparer la prochaine étape : celle de l'intégration croissante de la zone euro pour la rendre plus efficace et surtout plus légitime. Il faut enfin – cela a encore été rappelé par le chef de l'Etat hier – doter l'euro d'un gouvernement économique. Il faut que la zone euro bâtit une véritable politique de convergence économique, financière, fiscale et sociale. Et comme l'a annoncé le président de la République, la France formulera, dans les prochaines semaines, des propositions concrètes sur tous ces sujets.

Enfin, aller plus loin pour l'Europe, c'est ne jamais hésiter à encourager les solutions européennes partout où elles sont nécessaires. L'Europe n'est pas la solution à tous nos maux. Elle ne peut pas tout, et les Etats doivent pleinement assumer leur responsabilité dans la conduite des politiques publiques. Mais ne pas s'engager pleinement au plan européen et ne faire les choses qu'à moitié au motif que politiquement, ce serait sensible ou que les opinions publiques ne comprendraient pas, ce n'est pas non plus la solution. La timidité ne paie jamais au plan européen. Seule l'audace permettra d'avancer.

C'est pourquoi il est indispensable de combler les lacunes qui finissent par se retourner contre le projet européen lui-même. Je ne prendrai qu'un exemple, celui qui évidemment nous vient à l'esprit : celui des migrations. C'est ensemble, avec un esprit de solidarité, avec fermeté, mais aussi de responsabilité, que nous devons avancer. Il faut notamment créer un système de garde-frontières européen, un système qui, disons-le directement, est essentiel à la survie et la crédibilité même de l'espace Schengen. Et dans ce même esprit, il faut que l'Union européenne se dote d'une politique de l'asile pleinement conforme aux valeurs que l'Europe porte aux yeux du monde.

C'est ainsi, en continuant à faire progresser la construction européenne, que l'Union pourra affirmer sa position de grande puissance commerciale, industrielle et culturelle. Ceci demande de l'énergie, de la conviction, de la détermination – et vous êtes en première ligne pour cela.

Une France forte, c'est aussi une France qui continue de se réformer pour amplifier la croissance, créer davantage d'emplois et préparer l'avenir. Une France qui se réforme et retrouve confiance en elle-même. L'an dernier, ici même, je vous avais présenté l'agenda des réformes ; des réformes qui se poursuivent avec constance, sans dévier du chemin tracé, et qui produisent de premiers résultats.

D'abord, en matière de croissance. Elle a été de 0,7 % au premier semestre, elle sera donc au moins à 1 %, voire un peu plus, pour l'année 2015. L'an prochain, nous devrions atteindre 1,5 %. C'est encourageant, mais c'est encore insuffisant pour faire baisser le chômage, même si les chiffres qui viennent d'être publiés ce soir vont dans le bon sens. Nous devons donc persévérer. Et je l'ai dit cette semaine, dans une tribune publiée par le journal *Les Echos* : changer maintenant de ligne de conduite, ce serait tout perdre.

Nous obtenons également des résultats en matière de déficit budgétaire. Il était de 5,1 % en 2011, il a été de 4 % en 2014. Et nous poursuivrons nos efforts pour ramener notre déficit sous la barre des 3 % d'ici 2017.

Nos objectifs de redressement de nos comptes publics seront donc tenus. Pas parce qu'on nous le demanderait, à Bruxelles ou à Berlin, mais tout simplement parce que c'est indispensable pour le pays. La dette, le déficit, la dérive des comptes publics, c'est la spirale du déclin, c'est le déclassé assuré. Et jusqu'au bout, nous respecterons la parole de la France : restaurer nos comptes pour retrouver pleinement notre souveraineté financière et budgétaire.

Nous obtenons enfin des résultats en matière de compétitivité de nos entreprises. Grâce au CICE, au Pacte de responsabilité et de solidarité, le coût du travail dans l'industrie est désormais moins élevé en France qu'en Allemagne – il ne faut pas hésiter à le dire. Les marges des entreprises se redressent. Les entreprises étrangères font, quant à elles, de nouveau confiance à la France, avec une augmentation de 8 % des investissements étrangers.

L'image de la France change, elle s'améliore. Il y avait encore très récemment un sport à la mode : le "*French bashing*". Or, je le constate à l'occasion de mes déplacements en Europe – une quinzaine depuis ma nomination comme chef du gouvernement, nombre d'entre eux effectués avec Harlem DESIR, que je salue : la France n'est plus décriée comme elle a pu l'être, et les regards se tournent à nouveau vers elle. Pas seulement parce qu'elle compte, grâce à sa diplomatie, à ses armées. Mais aussi parce que notre image sur le plan économique et commercial a changé au cours de ces derniers mois.

Je reste lucide, cependant. Il y a encore beaucoup à faire pour redonner tout son souffle à notre économie. Il faut donc aller plus loin et intensifier nos réformes. A la rentrée, nous allons ouvrir plusieurs grands chantiers. Enfin ... "à la rentrée" ... j'ai le sentiment d'y être déjà pleinement !

D'abord, avec le projet de loi de finances pour 2016. Il permettra de poursuivre notre trajectoire en termes d'économies budgétaires, de poursuivre également les allègements de charges pour les entreprises, de réduire encore l'impôt des ménages – et ce pour la troisième année consécutive.

Nous allons aussi présenter cet automne un projet de loi sur l'économie numérique. Dans ce domaine, nous devons saisir toutes les opportunités, stimuler la création d'activités, car c'est là un formidable relais de croissance. La France doit être à la pointe de l'innovation européenne et mondiale ; elle a tous les atouts, tous les talents pour cela.

Notre économie présente encore trop de blocages, trop de complexité, trop d'obstacles à l'esprit d'initiative. D'ici début 2016, le ministre de l'Economie présentera donc de nouvelles mesures pour compléter, pour approfondir la loi croissance et activité promulguée au début du mois d'août. Certaines de ses dispositions, d'ailleurs, sont d'ores et déjà entrées en vigueur. Je pense en particulier à l'ouverture des commerces le dimanche dans les zones touristiques. C'est une grande avancée, pour laquelle Laurent FABIUS s'est fortement mobilisé, et qui, là aussi, participera – je n'en doute pas un seul instant – du changement nécessaire de l'image de la France, à travers sa capitale, Paris.

Réformer, c'est aussi continuer notre action en matière de marché du travail. Il faut plus de souplesse, moins de complexité – ce qui ne veut pas dire moins de droits pour les salariés. Il faut aussi donner plus de place à l'accord collectif : la loi fixe le cadre, mais nous laisserons plus de latitude aux entreprises et à leurs salariés pour décider de leurs politiques de formation, d'apprentissage, d'organisation du travail. J'attends beaucoup du rapport qui nous sera fourni dans quelques semaines par Jean-Denis COMBREXELLE.

C'est notre devoir de tout tenter pour enrayer ce fléau du chômage qui abîme notre pacte social depuis des décennies. Sortons donc des caricatures, des faux débats. Soyons au contraire audacieux, parce que la situation du pays l'exige et parce que – tout simplement – notre jeunesse nous le réclame.

Nous agissons enfin pour soutenir, encourager, développer notre industrie, notre agriculture, qui exportent des produits français – et donc beaucoup de l'image de la France – partout dans le monde.

Je veux vous parler ce soir de notre agriculture et de notre élevage. Nous avons un devoir : prendre des mesures fortes pour aider les éleveurs à s'adapter à l'évolution de la demande, à une concurrence qui s'est exacerbée, les aider à rebâtir une filière française qui soit à nouveau conquérante sur les marchés d'exportation. J'ai ainsi présenté en juillet, avec Stéphane LE FOLL, un plan de soutien à l'élevage français. Matthias FEKL a la responsabilité d'en animer le volet export. Et là encore, nous avons besoin de tout votre concours. Je vous demande de mobiliser vos équipes en particulier sur trois dossiers prioritaires :

- en premier lieu, obtenir la levée des embargos sur les importations de viande bovine française dans les pays où ils existent encore, en dépit du classement de la France en "risque négligeable" au regard l'ESB ;
- ensuite, être en contact régulier avec les filières professionnelles françaises pour les alerter sur toutes les opportunités d'exportation ;
- enfin, bien sûr, promouvoir inlassablement l'excellence des produits français dans toutes les manifestations que vous organisez.

Il y va de l'avenir et de la renaissance d'une filière qui compte beaucoup sur vous. C'est important pour notre économie, c'est important pour cette industrie, c'est important pour notre pays, pour sa culture, pour ses paysages.

Soutenir notre industrie, c'est promouvoir nos filières d'excellence, nos filières d'avenir, et notamment le nucléaire. Nous réorganisons le paysage de notre industrie nucléaire pour rendre l'équipe de France du nucléaire plus forte, plus soudée, plus cohérente ; pour mieux préparer aussi le rééquilibrage de notre mix énergétique, dans lequel le nucléaire conservera toute son importance – 50 % à terme ; pour mieux exporter enfin nos technologies et nos savoir-faire en matière de sûreté, alors que le monde se tournera, immanquablement, de plus en plus vers l'énergie nucléaire.

Et notre industrie d'armement, voilà encore une belle filière d'excellence française ! Soyons fiers de nos succès récents, ceux bien sûr avant tout de nos industriels, de nos ingénieurs, mais aussi – ne boudons pas notre plaisir – de notre diplomatie. Parce que l'État sait se mobiliser sans faille, intelligemment, en soutien de notre industrie.

Nous agissons donc pour que les entreprises françaises exportent, mais aussi pour que les entreprises étrangères viennent s'installer en France. Et dans un monde globalisé, une économie forte, c'est une économie qui mise sur l'attractivité. Beaucoup a été fait grâce à

votre mobilisation, sous la conduite de Laurent FABIUS, particulièrement conscient de cet enjeu vital. Les investisseurs bénéficient depuis le début de l'année d'un point d'entrée unique, vous le savez, BUSINESS FRANCE, pour les accompagner dans leurs projets d'implantation. Et pour plus de cohérence, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, les activités publiques de la SOPEXA, l'opérateur de promotion de la filière agroalimentaire française, seront transférées à BUSINESS FRANCE. Une campagne mondiale, "Creative France", sera également diffusée à l'automne pour montrer aux investisseurs internationaux tous les atouts de la France. Je vous livre d'ailleurs un scoop, je la lancerai moi-même au Japon début octobre. Et je compte sur votre mobilisation pour assurer le succès de cette opération ambitieuse de promotion de notre pays.

Enfin, une France forte, c'est une France qui prépare l'avenir. Je pense bien sûr à la conférence Paris Climat 2015. Le président de la République a longuement évoqué ce sujet avec vous et il vous a donné ses instructions pour préparer ce grand rendez-vous. C'est l'affaire de la Nation tout entière et chacun doit y prendre sa place : l'État et le gouvernement sont bien sûr totalement mobilisés, sous le pilotage de Laurent FABIUS et de Ségolène ROYAL, mais aussi la société civile, les collectivités territoriales, les entreprises. Réussir ce rendez-vous, c'est coaliser derrière notre ambition 195 pays. C'est aussi savoir aider les pays du sud à financer leur transition énergétique. Coopération et développement, tels sont les deux autres grands défis de ce rendez-vous ; et je sais l'énergie qui anime Annick GIRARDIN.

Préparer l'avenir, c'est aussi savoir donner une ambition collective à notre pays, notamment en accueillant de grands événements de portée mondiale. L'an prochain, la France accueillera l'Euro 2016, et nous portons avec le mouvement sportif la candidature de Paris pour les Jeux olympiques de 2024. La France est également sur les rangs pour accueillir l'Exposition universelle de 2025. Ce sont trois grandes échéances, trois occasions de démontrer tout le savoir-faire français. Je sais que vous venez de consacrer – je viens de les croiser – une table ronde à nos candidatures pour les JO et pour l'Exposition universelle, avec Bernard LAPASSET et Pascal LAMY. Je vous demande là aussi de vous impliquer personnellement dans la promotion de nos candidatures, car elles ne l'emporteront qu'avec le concours de l'ensemble de notre réseau diplomatique, qu'en réunissant tout ce que notre pays comporte de professionnalisme et d'excellence.

Plus généralement, nous devons faire rayonner partout notre langue, notre culture, nos médias. Notre influence dans le monde, c'est aussi, je dirais presque surtout, là qu'elle se joue. Faire rayonner notre langue, notre culture, c'est bien sûr nous appuyer sur vous, sur notre réseau diplomatique. Il est aujourd'hui l'un des meilleurs au monde et nous voulons qu'il le reste. C'est l'ambition du Plan "Quai d'Orsay, ministère du XXI<sup>ème</sup> siècle", qui est au cœur de vos échanges cette semaine. Il place votre administration à l'avant-garde des services publics en termes d'innovation et de qualité. Il vous place aussi, là où vous exercez vos fonctions, à la tête de l'équipe de France soudée, solidaire et combative. Tous les services de l'Etat et tous les opérateurs publics sont, en effet, désormais placés sous votre autorité. J'ai demandé à votre ministre de présenter ce plan en Conseil des ministres début septembre. Nous veillerons à ce que les moyens nécessaires à sa mise en œuvre soient garantis.

Mesdames, Messieurs les ambassadeurs,

Permettez-moi en conclusion d'exprimer plus fortement encore ma conviction. La France est sur le bon chemin. Elle est en ordre de marche. Nous devons donc faire preuve de ténacité, de constance, de cohérence ; c'est comme cela que nous réussirons. Et moi, j'en suis convaincu :

nous allons réussir. Car la France est avant tout un grand pays. Il faut le dire, le répéter. Face à cette facilité, à cet esprit du temps présent qui consiste à tout dénigrer et qui explique en grande partie le niveau parfois médiocre des débats publics et politiques en France, nous oublions ce que nous sommes. Non seulement notre Histoire, notre culture, mais le poids qui est le nôtre dans le monde. Vous toutes et vous tous, sur les différents continents, sentez parfois ce vent d'optimisme qui porte les pays où vous êtes. Eh bien moi, j'aimerais aussi que l'on soit plus optimistes, plus conscients de nos atouts, que cet optimisme devienne à nouveau un symbole de la France, qu'il fasse partie à nouveau de notre étendard.

A chaque fois que je me déplace – et j'ai en mémoire le déplacement écourté, malheureusement, pour des raisons dramatiques en France, en Colombie, en Equateur –, quand on rencontre ces Français, ces compatriotes, ces familles binationales, ces concitoyens profondément intégrés dans chacun de ces pays, quand on lève les couleurs dans une école, quand on entend la Marseillaise résonner, quand on entend parler de la France dans ces pays, de son action diplomatique, de la bravoure de ses soldats au Mali, de sa culture et de sa langue, de la force du peuple français, démontrée à la face du monde le 11 janvier dernier, on a de quoi être fiers. Et cette fierté que vous vivez à l'étranger, nous devons, nous, être capables de la produire ici, en France.

Je compte sur vous, avec l'équipe des ministres à la tête de notre diplomatie – Laurent FABIUS, bien sûr, mais aussi Harlem DESIR, Annick GIRARDIN et Matthias FEKL –, pour porter ce message, pour porter au plus haut les couleurs de notre pays, pour faire en sorte que la France soit toujours ce pays dont les prises de position comptent, ce pays dont la voix est écoutée et respectée, ce pays qui avance.

Bon retour et bon courage dans vos pays d'affectation respectifs. Et merci de représenter et d'incarner la France.